

L'environnement, un sujet de préoccupation pour de plus en plus de Français

Publié le 20 juillet 2023

🕒 3 minutes

Par : [La Rédaction](#)

Malgré l'inflation et les tensions internationales, les récentes enquêtes d'opinion montrent que l'environnement reste l'une des préoccupations majeures des Français. Si la majorité souhaite une action forte des pouvoirs publics pour lutter contre le changement climatique, ils sont peu nombreux à consentir à de nouvelles taxes environnementales.

Dans une [enquête publiée en juillet 2023 sur l'environnement](#), l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) et le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) ont mesuré la **sensibilité des Français à l'environnement et leur opinion à l'égard de l'action publique et de la fiscalité environnementale**.

Une sensibilité forte à l'environnement

En 2023, la **dégradation de l'environnement** reste le deuxième sujet de préoccupation des Français, après la **violence et l'insécurité**. Les préoccupations environnementales progressent par rapport à 2022 (+3 points). L'inquiétude liée à la guerre en Ukraine et aux tensions internationales (+15 points) a éclipsé tous les autres sujets, tels que le **chômage** (-5 points) ou la **pauvreté** en France (-1 point). Ainsi, 58% des répondants se considèrent "*assez sensible*" à l'environnement et 38% "*hautement sensibles*".

Préoccupés par le **réchauffement climatique**, les Français souhaitent une **plus grande implication des pouvoirs publics** dans la transition écologique. Ils sont 82% à soutenir l'idée que la lutte contre le réchauffement climatique devrait mobiliser autant de moyens que la crise du Covid-19.

Plusieurs mesures destinées à lutter contre le réchauffement climatique sont plébiscitées :

- **89%** des sondés sont favorables à l'augmentation des investissements publics dans les transports pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ;
- **71%** aspirent à ce que la société soutienne exclusivement les activités économiques

vertueuses pour l'environnement ;

- **67%** souhaitent que les comportements nocifs pour l'environnement soient encadrés dans le domaine de la consommation (comme choisir certains modèles de voiture, prendre l'avion, changer souvent d'équipements électroniques...) ;
- **62%** préconise de réguler davantage les incitations à la consommation (publicité, promotions...) afin de maîtriser l'impact des modes de vie sur l'environnement.

Un soutien à la fiscalité environnementale qui diminue

Pour autant, les **Français** ne sont **pas prêts à s'acquitter de nouvelles taxes** pour contribuer à la protection de l'environnement. Ainsi, 53% des personnes interrogées ne souhaitent pas payer plus d'impôts quel qu'en soit l'usage (+3 points par rapport à 2022) et seulement 19% adhèrent à l'idée d'une **taxe environnementale** (-5 points). Le soutien à une taxe carbone s'érode également, même si **56% de la population pourrait consentir à la mise en place d'une telle taxe** sous certaines conditions (financement de mesures en faveur de la transition, redistribution aux catégories modestes et moyennes, baisse d'autres impôts).

Selon une étude parue le 11 juillet 2023 sur l'acceptabilité des mesures environnementales , réalisée à partir des données du Baromètre d'opinion de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), **les personnes les plus aisées soutiennent davantage les mesures environnementales** que les autres catégories sociales. Les cadres et les diplômés du supérieur sont respectivement 47% et 43% à être favorables à l'augmentation de la taxe carbone, contre 35% pour l'ensemble des personnes interrogées. Le lieu de résidence a aussi une incidence sur le degré d'acceptabilité de ces mesures : **les Franciliens sont 57% à être favorables à la hausse de la taxe carbone**, contre 20% des résidents des communes rurales et près d'un tiers des résidents des autres unités urbaine.